

DE PÉRON AUX KIRCHNER : LA JUSTICE SOCIALE EN ARGENTINE

(From Péron to Kirchner: social justice in Argentina)

Morgan Donot¹

(EHEAL-CREDA - CNRS UMR 7227 - Université de Paris 3)

ABSTRACT

Going back to the idyllic vision of the social situation of the country in the 40s and 50s, which was relatively egalitarian, the contrast with unequal contemporary Argentinian society could not be more striking. By analysing a selection of presidential speeches, we try to demonstrate the use of the discursive heritage of historical peronism as well as the tensions between a progressive rhetoric and the implementation of social public policies. The objective is to link the speeches of Carlos Menem, Néstor Kirchner and Cristina Kirchner with public policies to combat poverty and inequalities that have shaped the image of the renewed Argentina.

Keywords: *Social justice. Political speech. Peronism. Menemism. Kirchnerism.*

RÉSUMÉ

Avec en toile de fond la vision idyllique de la situation sociale du pays dans les années 1940 et 1950 comme relativement égalitaire qui contrasterait avec la société inégalitaire de l'époque contemporaine et à travers une analyse argumentative d'une sélection de discours présidentiels, on s'attachera à démontrer l'utilisation de l'héritage discursif du péronisme historique et les tensions entre une rhétorique progressiste et la mise en place de politiques publiques assistancielles. L'objectif est de mettre en relation les discours de Carlos Menem, de Néstor Kirchner et de Cristina Kirchner et les politiques publiques relatives à la lutte contre la pauvreté et les inégalités qui ont modelé une image de l'Argentine renouvelée.

Mots-Clés : *Justice sociale. Discours politique. Péronisme. Ménémisme. Kirchnérisme.*

INTRODUCTION

Que ce soit Juan Domingo Perón, Evita, ou encore le parti péroniste, ils font partie de l'imaginaire comme de la vie quotidienne des Argentins. Le triptyque classique du péronisme historique, justice sociale, souveraineté politique et indépendance économique, apparaît donc comme un legs imprescriptible. Mais ce legs est-il toujours aussi imprescriptible plus de quarante ans après la mort de son leader historique ? Si le mouvement politique fondé par le général Perón dans les années 1940 symbolise l'intégration politique et sociale des classes populaires, qu'en est-il de la lutte contre les inégalités et contre la pauvreté dans l'Argentine contemporaine ? Avec en toile de fond la vision idyllique de la situation sociale du pays dans les années 1940 et 1950 comme relativement égalitaire qui contrasterait avec la société

¹ Morgan Donot est docteure associée au CREDA – Paris 3 – Sorbonne Nouvelle. Membre fondateur et présidente de l'Association ADAL (Analyse des Discours de l'Amérique Latine) depuis 2011. Ses thèmes de recherche portent sur le populisme et le discours populiste, l'analyse du discours politique contemporain et la construction du leadership dans les nouvelles démocraties contemporaines, et la mémoire et l'oubli dans la construction identitaire et nationale.

inégalitaire actuelle et à travers une analyse argumentative d'une sélection de discours présidentiels, on s'attachera à démontrer l'utilisation de l'héritage discursif du péronisme historique et les tensions entre une rhétorique progressiste et la mise en place d'un nouveau projet de société modelant une image de l'Argentine renouvelée durant les années 1990 et lors de la première décennie du XXI^e siècle. L'objectif est de mettre en relation les discours de Carlos Menem, de Néstor Kirchner et de Cristina Kirchner et les réformes politiques et économiques mis en discours et en acte par ces trois leaders politiques.

Cet article se subdivise en trois parties : premièrement, on s'attachera à la construction des travailleurs en tant que classe de destinataires privilégiée dans les différents corpus sélectionnés. Ensuite, on reviendra sur la présentation qu'ils font de l'état du pays au moment de leur ascension et sur la manière dont ils présentent le modèle de pays à mettre en œuvre, avant de revenir sur la relation entre leurs discours et les politiques relatives à l'économie, sur les liens entre l'État et la société².

1 DES « *DESCAMISADOS* » AUX TRAVAILLEURS

Dans les années 1940, Juan Domingo Perón affirmait que « les travailleurs étaient la colonne vertébrale du péronisme », idée reprise il y a peu par le dirigeant du Parti Justicialiste de la ville de Buenos Aires : « Siempre donde estén los trabajadores, donde falte un derecho, el peronismo va a estar presente » (Víctor Santa María, 2 septembre 2016, p. 12). Qu'en est-il de la notion de « travailleurs » dans les discours de Carlos Menem, de Néstor Kirchner et de Cristina Fernández de Kirchner ?

1.1 Resignification des « travailleurs »

Dans le « corpus Menem », les travailleurs, en tant que classe de destinataires privilégiés, conservent la centralité qui leur avait été octroyée dans les discours de Perón. Ainsi, Carlos Menem fait montre de sa vocation de justice sociale et de sa volonté d'améliorer la condition des travailleurs :

² On a ici fait le choix de regrouper dans les mêmes sous-parties l'analyse correspond au « corpus Kirchner » et celle des discours de Cristina Fernández de Kirchner (CFK), étant donné que l'un des slogans de sa campagne en vue des élections présidentielles de 2007 correspondait « au changement dans la continuité ». De plus, dans l'une de ses premières déclarations suite à son élection, CFK affirmait que le triomphe électoral a été « une reconnaissance vis-à-vis de la gestion de Néstor Kirchner » (*Clarín*, 29 octobre 2007), mais ce choix ne nie pas pour autant les différences existantes entre ces deux présidents.

Quiero convocar muy especialmente a todos los trabajadores. Deseo que sepan que estas reformas son [...] a favor de los más humildes. De sus mejores oportunidades de trabajo. De su dignidad personal y realización. De su protagonismo en la vida del país. Ellos serán la columna vertebral de este cambio. Sencillamente porque este cambio tendrá un principal beneficiario: el propio trabajador (8 juillet 1989).

Par l'emploi du verbe « *convocar* », Menem s'adresse explicitement aux travailleurs qu'il associe aux plus humbles en faisant sienne la maxime utilisée par Perón : « *Gobernar es dar trabajo* » ; c'est donc pour eux que sont mises en place les réformes. Cependant, si cette première analyse donne à voir une simple récupération de la rhétorique de Juan Domingo Perón, rapidement on voit apparaître le style messianique de cet ex-président qui, comme le Messie, vient apporter la bonne parole :

Ese hombre que tiene trabajo, tiene el instrumento fundamental que puso Dios en su mano, el de la creación para poder crecer y desarrollar su capacidad y crecer no tan sólo espiritualmente sino materialmente. *Ganarás el pan con el sudor de tu frente*. Y estamos haciendo una realidad ese mandato, ese mensaje evangélico (15 septembre 1992).

Ainsi, Carlos Menem présente une situation diamétralement distincte ; le travailleur n'a pas besoin que l'État, le gouvernement le prenne en charge ou réponde à ses besoins les plus élémentaires, puisqu'un homme qui a du travail possède déjà tous les instruments nécessaires à son développement tant matériel que psychique. Carlos Menem enjoint le peuple à « gagner son pain à la sueur de son front » qui est une expression biblique issue de la genèse, par laquelle il tutoie son auditoire, les travailleurs, et il leur demande d'avoir confiance en leur sort dans une réappropriation en quelque sorte de la formule « les voies du Seigneur sont impénétrables » qui appellent les croyants à attendre le jugement de Dieu. Cela va à l'encontre de la représentation du péronisme qui, même après la mort de Perón, l'échec du gouvernement de sa veuve, Isabel Perón, l'imposition de la dictature et la première défaite de ce mouvement politique lors d'élections libres, reste associée aux mobilisations collectives et aux politiques interventionnistes. Au contraire, « le ménémisme tend à vider le discours péroniste de ce discours revendicatif, en combinant des appellations traditionnelles de ce discours avec des catégories sociologiques ou morales qui lui enlèvent ses significations politiques antérieures » (BARROS, 2013, p. 44).

En 1993, il annonce : « El “*milagro*” argentino tiene apenas tres secretos: *Trabajo, trabajo y más trabajo* » (1^{er} mars 1993). Les « trois secrets » mentionnés par Carlos Menem s'incarnent dans la répétition d'un même terme : « travail », qui apparaît comme l'essence de

la triade qui permettra à l'Argentine de renouer avec la prospérité par l'usage de l'argument par la répétition. Ce procédé peut produire chez l'auditoire un effet de rythme à travers lequel se transmettent des émotions, à cela s'ajoute l'usage du terme « *milagro* », synonyme de fait extraordinaire, merveilleux, apte à susciter l'admiration. Carlos Menem cherche ici à transmettre un message fondé sur la récupération d'un orgueil national paré de ferveur sacrée, basé sur la valeur du travail.

Si la synonymie entre le peuple et les travailleurs était au fondement de la tradition du péronisme historique, Carlos Menem modifie cette relation consubstantielle : le peuple ne correspond plus aux travailleurs selon l'usage politico-syndical mais aux personnes qui travaillent effectivement. Le travailleur est donc l'un des destinataires privilégiés en tant que personne qui crée, qui produit et dont le travail représente une valeur ajoutée pour le pays. Si la récupération d'une classe de destinataires centrale du péronisme permet à Menem de s'inscrire dans cette tradition politique, nonobstant, par une redéfinition de ses propriétés spécifiques, Menem impose de fait un destinataire nouveau qui n'a que peu ou pas de points communs avec le précédent. Le travail – ou plus exactement la réussite personnelle – devient ainsi l'une des valeurs fondamentales du nouvel ordre instauré par Menem.

1.2 Le retour des travailleurs dans la rhétorique kirchnériste

On peut se demander si la place que Néstor Kirchner et CFK accordent aux travailleurs dans leurs discours et les caractéristiques qu'ils leur prêtent sont les mêmes que celles qu'avait mises en exergue Carlos Menem. Prenons un premier exemple extrait du « corpus Kirchner » : « Sabemos que el trabajo es *el mejor integrador de una sociedad* y queremos crear las condiciones para que las mesas de todos los hogares estén servidas con el fruto del *trabajo decente realizado con orgullo* » (1^{er} mars 2004). Le décalage entre les rhétoriques de Carlos Menem et de Néstor Kirchner est ici patent ; le premier faisait référence au fait que chaque individu doit subvenir à ses besoins par son travail personnel, alors que si cette idée est aussi présente dans l'extrait précédent, Néstor Kirchner précise que ce travail doit être décent et source de fierté. Dans toutes ses allocutions et de manière diamétralement opposée aux valeurs prônées pendant la décennie ménémiste, ce président se donne comme tâche de rendre leur dignité perdue aux Argentins et, pour ce faire, lui et son gouvernement s'engagent à en créer les conditions de réalisation ; ainsi, la dignification de la valeur travail revient à l'État :

La creación de empleos dignos, con salarios justos, que permitan a los trabajadores acceder a la seguridad social y a una jubilación decorosa, es el

punto de partida para todo país que se precie de querer alcanzar un desarrollo [...] económico [...] social y humano (1^{er} mars 2006).

Les attentes des travailleurs sont ici prises en compte dans un discours qui donne à voir un État qui se veut protecteur, qui garantit un certain nombre de droits sociaux à ses travailleurs. La particularité du discours de Kirchner, tant par rapport aux allocutions de Juan Perón que par rapport à celles de Carlos Menem, réside dans une redéfinition des travailleurs, à savoir que « [I]’interpellation populaire est adressée aux travailleurs, non pas uniquement à ceux qui sont en activité, mais à tous ceux qui ont été victimes des conséquences de l’application du modèle néolibéral » (DAGATTI, 2013, p. 91) :

[S]e retomó la tarea de capacitación profesional y se invierte en la educación y formación de *trabajadores desocupados y en actividad*. La reformulación de los planes Jefes y Jefas de hogar permitirá promover la empleabilidad de los que perciben subsidio y proteger a las familias en situación de vulnerabilidad social. En materia de Desarrollo Social, buscamos como Estado aplicar las políticas sociales con eje en *la persona, la familia y la comunidad* (1^{er} mars 2005).

Les travailleurs correspondent tant aux personnes qui ont une activité professionnelle qu’à ceux qui sont en dehors du circuit du marché du travail « officiel ». À la différence de Menem, Kirchner ne met pas l’accent sur la valeur du travail en tant que capacité productrice de valeur ajoutée, mais comme facteur d’intégration et de résistance à la vulnérabilité sociale. Les discours de CFK reprennent et développent ces idées :

Ese es mi compromiso, *siempre estaré junto a los trabajadores porque creo en ellos y porque creo que son el motor de la patria y de la historia [...]*. Todos sabemos que cuando hay buenos salarios, que cuando hay régimen de pleno empleo *se fortalecen los trabajadores, se fortalecen las familias y también se fortalece el país*. Es que algunos no comprenden en su necedad, en su miopía histórica, que no hay países grandes, que *no hay empresas poderosas si no tenemos una gran masa de trabajadores en la República Argentina con salarios y derechos para hacer vivir al país y a la nación* (15 décembre 2009).

En faisant montre d’un discours plus virulent par la disqualification et la dénonciation des adversaires et par l’emploi d’un lexique injurieux, son message reprend la trame de celui de Kirchner tout en cherchant à aller au-delà : CFK fait des travailleurs la condition de réalisation du pays. Les discours de Néstor Kirchner et de CFK apparaissent donc sur ce plan plus proches de ceux de Juan Domingo Perón que de ceux de Carlos Menem, montrant le remplacement « les travailleurs sont ce que nous avons de mieux » par « nous allons faire de notre mieux pour nos travailleurs ».

2 LES REPONSES FACE A LA CRISE

Tant Carlos Menem que Néstor Kirchner ont accédé au pouvoir en temps de crise, crise hyperinflationniste pour le premier, crise politique, institutionnelle et sociale pour le second. Nous allons donc porter notre attention sur la mise en exergue par Menem et Kirchner de l'état du pays en 1989 et en 2003 qui « oblige » ces gouvernements à « réparer » l'Argentine selon une logique refondationnelle et même « rupturiste ». Par là même, nous voulons également déconstruire l'argumentation qui préside à la mise en œuvre de ces nouveaux projets et analyser la manière dont ces présidents ont pu légitimer leur modèle et leur projet de société dans l'Argentine des années 1990 et de la première décennie du XXI^e siècle. Nous aborderons également les discours de CFK qui, tout en reconnaissant les avancées sociales acquises sous le gouvernement de Néstor Kirchner, cherche à les approfondir et à leur conférer une portée universaliste.

2.1 Entre révolution et continuité : Menem face à la crise

L'état des lieux que Menem dresse quant à la situation du pays en 1989 est sans appel :

El dolor, la violencia, el analfabetismo y la marginalidad, golpean a la puerta de nueve millones de argentinos. De nueve millones de hermanos, que hoy no pueden ni tan siquiera nutrirse correctamente, vestirse, aprender, conocer la dignidad. De nueve millones de voluntades que están quebradas, frente a un país que ha visto descender dramáticamente su nivel general de vida. Ésta es la evidencia, señores. Éste es el cuadro de situación (8 juillet 1989).

Ce constat s'appuie sur la force de l'évidence, sur une présupposition concernant l'état actuel de l'Argentine, à savoir une situation économique désastreuse, une partie de la population vivant dans la pauvreté ou l'extrême-pauvreté³. La présentation de cette évidence partagée se double de l'emploi de plusieurs figures d'insistance : la présence de deux énumérations qui donne à voir une amplification de la réalité ; l'emploi de la construction anaphorique qui met en exergue l'amplitude du phénomène précédemment décrit pour convaincre de la justesse de l'argumentation ; et, enfin, l'utilisation de parallélismes qui renforce le sentiment d'évidence qui se dégage de cet énoncé. Le recours à des mots appartenant au vocabulaire de l'émotion, termes dont l'orientation émotionnelle est négative, vient encore étayer la thèse de Carlos Menem, en insistant sur la situation actuelle définie comme dramatique.

³ En 1990, les secteurs considérés comme pauvres et indigents correspondaient à 48,3 % de la population (Rapport de la CEPAL, 2010).

Si, dans cet extrait, Carlos Menem énonce des chiffres, ces derniers ne font pas référence à des indicateurs économiques ou sociaux, ou aux résultats escomptés par la mise en place de mesures gouvernementales, ils viennent seulement en appui de l'argumentation de Menem visant à mettre en exergue la situation socio-économique désastreuse du pays à l'aube de son accession au pouvoir. D'ailleurs, durant sa première année de mandature, il ne mentionne qu'à une seule reprise dans l'intégralité du corpus les mesures concrètes accomplies ou à accomplir en se basant sur des chiffres, et il faut attendre le discours du 22 mars 1990, pour voir apparaître un programme concret de gouvernement, ce qui donne à penser que le programme de la gestion ménémiste n'était pas explicitement établi au cours des premiers mois de gestion.

D'ailleurs, les discours de Menem se distinguent principalement par le recours à la pensée antithétique aux dépens d'une véritable présentation de plans exécutés ou à exécuter, tel que dans l'exemple suivant : « A la Argentina la sanamos entre todos los argentinos o la Argentina se muere. Se muere. Ésta es la cruel opción » (8 juillet 1989). « Le monde agonique en général suppose un drame à trois personnages : la *vérité* (censée correspondre à la structure authentique du monde empirique), l'énonciateur et l'adversaire » (ANGENOT, 1995, p. 38). Et ici, la *vérité* correspond à la mise en place du projet de société voulu par le leader sans lequel l'Argentine ne pourra sortir de la crise, le sujet de l'énonciation est Menem, mais également l'ensemble des Argentins intégré dans un « nous » inclusif et l'adversaire correspond à tous ceux qui s'opposent – ou pourraient s'opposer – à la volonté du leader.

À partir du mois de juillet 1990, ce mode de pensée laisse une place plus importante aux mesures appliquées ou à appliquer et aux avancées du modèle de société mis en place par cette gestion. Nous pouvons légitimement supposer que cela s'explique par la volonté de Menem de mettre en exergue la situation du pays en 1989, au pire moment de la crise hyperinflationniste. La seconde explication que nous pouvons avancer réside dans la volonté de ce président de justifier les mesures prises sous son gouvernement, mesures qui allaient à l'encontre des propositions de campagne de 1989 sur lesquelles il avait été élu, telles que la « *revolución productiva* » et le « *salariazó* ». Même s'il n'a jamais pris la peine d'expliquer la nature radicale de son projet, justifier la mise en place d'une politique à visées néolibérales pouvait donc s'avérer un exercice ardu, voire même périlleux, raison pour laquelle sa justification passe par un raisonnement antithétique. L'extrait de corpus cité précédemment résume bien cette conception opposant les promoteurs du changement et les tenants d'une vision passéiste – dans le sens péjoratif d'un attachement excessif au passé –. Cela permet également à Carlos Menem de jouer sur les peurs de son auditoire en sous-entendant que c'est la seule et la dernière opportunité de sortir le pays du marasme dans lequel il est plongé.

Pour en revenir à ses promesses de campagne, si Menem abandonne le néologisme « *salariozo* » dès son accession à la présidence, ce n'est pas le cas de la formule « *revolución productiva* » qui acquiert au fil du temps un sens nouveau pour l'auditoire, différent de celui qui lui était attachée pendant la campagne électorale où elle était associée au « *salariozo* » dans le sens d'une augmentation conséquente des salaires selon la dimension redistributive de la tradition péroniste. Face à l'impossibilité d'implanter cette mesure, la « *revolución productiva* » est redéfinie et va acquérir différents sens, en partant du dépassement d'une économie spéculative par une économie basée sur la valeur centrale du travail jusqu'à la consolidation du marché et de l'initiative privée comme régulateurs de la société. Il est donc intéressant de s'interroger sur la manière dont Carlos Menem a réussi à légitimer son modèle de société, principalement vis-à-vis de l'électorat justicialiste :

El justicialismo cambia porque es una doctrina viva. Cambia para no traicionar su naturaleza. *Cambia para* mantener su identidad, su esencia. *Cambia, porque* lo que no cambia *perece*. Y el justicialismo no nació para *morir*, sino para vivir y triunfar en la vida y darle la felicidad a los pueblos. No nos quedamos petrificados en el mundo de 1945, aunque hemos escrito una rica historia en aquellas épocas; ni en el mundo de 1973, cuando sufrimos la tremenda consecuencia del desencuentro de los argentinos, ni en el mundo de 1983. [...] Nuestras banderas, insisto, son las mismas. Pero los mástiles para elevarlas y verlas flamear triunfantes, tienen que ser medidas instrumentales que estén a la altura de los nuevos tiempos (17 novembre 1989).

La pensée antithétique est ici encore présente et peut se synthétiser en « changer ou mourir ». Dans cet extrait, Menem invite à rejeter le passé pour se projeter dans l'avenir, la construction anaphorique « *cambia porque / para* » accentue cette idée en expliquant tant les raisons que les finalités. Cela peut s'apparenter à une argumentation par les conséquences négatives, possédant de surcroît une charge émotionnelle forte par l'emploi de mots connotés négativement. Si Carlos Menem exhorte son auditoire à se distancier du passé, il cherche à récupérer l'héritage du péronisme historique par la construction : « *Nuestras banderas, insisto, son las mismas* ». De cette manière, le triptyque classique : justice sociale, souveraineté politique et indépendance économique, apparaît comme un legs imprescriptible, dont la conservation passe nécessairement par une adaptation aux temps nouveaux. Nous pouvons ici noter l'utilisation d'une argumentation qui s'apparenterait à un raisonnement par fiction, à savoir que Menem sous-entend que si le leader du péronisme historique était actuellement à la tête du pays, il adopterait les mêmes mesures en raison de la nécessité de s'adapter à la nouvelle conjoncture nationale et internationale. Cependant, en dépit de cet héritage revendiqué, Menem a une attitude ambiguë vis-à-vis des gestions de Perón :

porque él [Perón] también tuvo que soportar los rigores de una crisis, que nos obligaba a una austeridad realmente impresionante para los argentinos que estábamos acostumbrados a vivir bien y, diría yo, casi sin trabajar. Era la época de las vacas gordas cuando Perón nos decía: « ahorren muchachos, esto no va a durar toda la vida », « guarden, van a venir épocas malas ». Lo decía él y ya en 1952 teníamos que comer pan negro o hacer colas para comprar azúcar negra, entre otras cosas. *Y nadie se animó a tomar al toro por las astas; vino el golpe de [Estado] 1955* (22 mars 1990).

L'argumentation repose ici sur la récupération de l'autorité du leader historique en tant que source incontestable considérée comme quasiment sacrée et infaillible à travers une citation de ses paroles au discours direct, restitution dont il est difficile de préjuger de la véracité. Quoiqu'il en soit, l'usage de la prosopopée permet à Menem de rapprocher deux réalités éloignées dans le temps autour de la caractéristique commune de la crise économique. Il s'octroie la place de témoin privilégié de cette époque par le récit de cet événement expérientiel, ce qui le revêt d'une certaine autorité. Cela se double d'une mobilisation de la mémoire de faits passés, mémoire d'une époque de disette dont doit se souvenir une partie de la population. Ainsi, de même que Perón en son temps avait supposément distribué des conseils visant à pallier les problèmes engendrés par le contexte économique, Menem annonce des temps à venir difficiles et la nécessité d'imposer des mesures de rigueur, d'où sa volonté d'actualiser le péronisme.

En parallèle, une critique des décisions – ou de l'absence de décision – opérées par Perón apparaît explicitement. En effet, les difficultés rencontrées lors du deuxième mandat de Perón ont été en s'accroissant jusqu'à aboutir au coup d'État de 1955, date à laquelle les Forces Armées destituent Perón et où s'installe ce que l'on appelle communément la « *Revolución Libertadora* ». Carlos Menem semble justifier le renversement du général par l'utilisation d'un adage populaire qui serait la cause du coup d'État de 1955, donnant à voir une argumentation *a posteriori*, à savoir qui « part de données d'expérience et remonte à leur cause ou à leur essence » (PLANTIN, 2016, p. 18). La posture de témoin permet à Menem de rendre compte de la situation économique du pays à cette époque et du fait que le gouvernement alors en exercice n'ait pas su ou pu inverser la tendance. De cette manière, les problèmes que connaissent actuellement le pays proviennent, dans une large mesure, des erreurs des gouvernements précédents, parmi lesquels se retrouvent de fait inclus les mandatures péronistes.

2.2 Le paradigme kirchnériste de la réparation sociale

L'accession au pouvoir de Néstor Kirchner a donné lieu à de très nombreux pronostics d'échec quant à la viabilité de ce gouvernement et à ses possibilités d'instaurer un nouveau modèle de société dans l'Argentine du début du XXI^e siècle. Une constante des discours de ce président réside donc dans le rappel de l'enfer dans lequel était plongé le pays à cette époque, le legs du passé servant de vecteur explicatif à la situation de chaos. La volonté de Kirchner d'instaurer un nouveau modèle de pays passe par la mise en récit du passé englobant tous les gouvernements précédents, particulièrement la dictature militaire et les mandatures ménémistes, coupables de cette situation, tout en présentant sa gestion comme la seule capable de reconstruire le pays⁴.

Si le contexte de crise qui marque l'émergence de Menem et de Kirchner présente un certain nombre de similitudes, à la différence du premier, une fois parvenu au gouvernement, Néstor Kirchner « a fait plus » que ce qu'il avait promis lors de la campagne électorale. Cela ne l'empêche pas d'utiliser sa faible légitimité électorale – président élu avec 22 % des suffrages – pour construire un récit épique sur la fondation de son pouvoir. Ce point de départ est en effet une constante du corpus : « nosotros íbamos a ser un gobierno que tenía menos votos que porcentaje de desocupados [...]. Era una debilidad objetiva muy fuerte » (23 octobre 2007). Si ce fait est bien corroboré par la réalité, cela démontre également la faiblesse des attentes électorales. C'est sur la base de ce vide, de cette absence que ce président a proposé un nouveau modèle de société aux Argentins, modèle qui repose en partie sur la volonté de réparer les torts causés à la population par les politiques économiques néolibérales initiées pendant la dictature et poursuivies sous le ménémisme :

Queridos hermanos y hermanas : nos habían hecho perder la autoestima, nos habían hecho sentir que éramos los peores del mundo, que no podíamos administrar nuestra Patria, que teníamos que vivir recibiendo consejos de quienes no debíamos, que teníamos que seguir haciendo los deberes para otros y causando dolor adentro porque la forma de gobernar era pegarle en el corazón al pueblo argentino, consolidar su exclusión y su hambre y subordinarse a los intereses que no eran los propios de la Patria (25 mai 2007).

Dans cet extrait, les responsables de la situation sociale désastreuse que connaît le pays sont présentés comme un sujet collectif qui s'incarne dans un « eux », dans une relation dichotomique eux / nous, par laquelle il appelle à un renversement de la tendance : « nous »

⁴ Dans les faits, cette donnée doit cependant être nuancée, puisqu'à partir du deuxième trimestre de l'année 2002, les indicateurs socio-économiques laissent apparaître une inversion de leur courbe, le Produit Intérieur Brut enregistrant une augmentation de 0,95 %.

doit s'imposer à « eux ». On peut également noter l'utilisation de figures d'insistance cherchant à amplifier la réalité, en l'occurrence l'emploi d'un parallélisme, construction sujet d'une énumération des actions imposées aux Argentins par « eux », dont les contours semblent flous mais qui englobent une grande diversité d'acteurs. Le monde agonique tel qu'il se donne à voir dans les discours de ces deux présidents met bien en scène la vérité, l'énonciateur et l'adversaire, mais le drame joué par ces « personnages » dans chacun des cas de figure est distinct. L'argumentation de Kirchner tente ici de déresponsabiliser les Argentins selon une logique de victimisation, par la mise en exergue d'un adversaire collectif responsable unique des maux du pays. Parallèlement au bilan qu'il dresse de la situation, Néstor Kirchner fait des propositions pour tenter de la modifier, en se focalisant sur une volonté de réparation des inégalités causées, principalement, par les mandatures ménémistes. Et cette volonté de réparation sociale des injustices passe par la récupération de demandes sociales qui avaient émergé dans le courant des années 1990 et qui avaient commencé à s'imposer dans l'opinion publique :

Es el Estado el que debe actuar como el gran reparador de las desigualdades sociales en un trabajo permanente de inclusión y creando oportunidades a partir del fortalecimiento de *la posibilidad de acceso a la educación, la salud y la vivienda*, promoviendo *el progreso social* basado en el esfuerzo y el trabajo de cada uno. Es el Estado el que debe viabilizar los derechos constitucionales protegiendo a los sectores más vulnerables de la sociedad, es decir, *los trabajadores, los jubilados, los pensionados, los usuarios y los consumidores* (25 mai 2003).

Ainsi, le diagnostic d'un pays tombé dans les limbes se double d'une promesse de réparation qui, en l'occurrence, passe par l'État comme promoteur de ce nouveau modèle. Il s'agit ici de la promesse de la récupération d'un modèle antérieur, à savoir « la promesse des modèles de l'époque antérieure au cycle de décadence, dans les matrices surgies des expériences populistes » (ABOY CARLES ; SEMAN, 2006, p. 195). Dans cet extrait, nous retrouvons les thèmes propres à la gauche politique que sont l'éducation, la santé, une vie digne dans le respect de la justice sociale.

Le retour de l'État comme garant de la plénitude sociale, à travers une série de promesses de réparation sociale et d'inclusion universelle est également omniprésent dans les discours de CFK, à partir de 2007. Dans ses discours, on peut noter une réactivation du champ sémantique de la justice sociale, et l'apparition récurrente de l'idée de « droit » liée à celle d'« inclusion », droits auxquels tous doivent accéder. Elle poursuit la politique initiée par son

mari, en créant de nouvelles demandes dans un processus de co-construction avec la citoyenneté.

[...] la verdad que hoy estamos en una Argentina en la que si bien todavía faltan cosas *ya hay muchos que tienen derechos*. [...] donde hay una necesidad nace un derecho, o sea que necesidad es igual a derecho, que *cuando conseguimos los derechos también nace una responsabilidad* [...]. Para pensar en serio en todos aquellos a los que todavía les falta el derecho y en los que ya lo tienen, *tienen que garantizar que estas variables macroeconómicas y este modelo que ha funcionado de esta manera puedan seguir haciéndolo para continuar incorporando a los que todavía no están* (29 juillet 2010).

Cette équivalence entre besoin et droit l'a amenée à étendre le champ des politiques sociales, notamment pour des secteurs relativement minoritaires, tels les migrants latino-américains ou les peuples originaires, mais encore en faveur des minorités sexuelles et des femmes. Ainsi, CFK a également récupéré des demandes ou plus exactement donner naissance à des demandes qui n'étaient pas encore structurées clairement dans l'espace public.

En ce sens, il est manifeste que les discours de Kirchner et de CFK partagent un certain nombre de traits distinctifs avec celui de Perón (1946-1955). De même que « le premier péronisme s'est caractérisé par la création de chaînes de solidarité discursive entre des demandes populaires » (BARROS, 2013, p. 33), le discours des Kirchner donne à voir une articulation entre une grande variété de demandes, demandes préexistantes émanant de la société civile, mais également demandes co-construites par ces deux instances. Ainsi, si le contenu de leurs discours diverge bien évidemment, la volonté d'articuler un ensemble de demandes disparates se retrouve chez ces trois leaders et les place en confrontation directe avec Menem.

3 DEUX MODELES EN PERSPECTIVE COMPAREE

L'objectif de cette section n'est pas de dresser un bilan exhaustif de toutes les mesures politiques et économiques mises en place par ces gouvernements mais de mettre en relation les discours de ces présidents et les politiques relatives à l'économie, aux liens entre l'État et la société, et plus particulièrement de revenir sur le modèle de développement prôné afin de lutter contre la pauvreté et les inégalités.

3.1 Mise en place d'un « virage copernicien »

En termes généraux, le projet politique ménémiste vise une redéfinition du rôle de l'État au profit du capital privé, le marché devenant le garant du nouveau modèle. On peut ici souligner une divergence centrale entre le gouvernement de Perón et celui de Menem : en effet, l'une des constantes défendue par le premier consistait en la valorisation du rôle de l'État en tant que principe organisateur de la vie sociale et pilier du développement économique, trait qui est clairement rejeté par Menem.

Cette redéfinition du rôle de l'État a été menée à bien par la loi de réforme de l'État, adoptée le 17 août 1989, qui organise la privatisation – partielle ou totale – d'un certain nombre de services publics et de plusieurs entreprises étatiques. Les privatisations argentines des années 1990 constituent l'image inversée dans un miroir des nationalisations des années 1940, tout en reposant sur la même justification : cela doit permettre de lutter contre les déséquilibres fiscaux, l'insuffisance des investissements et la corruption et d'en finir avec le problème récurrent de l'inflation et du manque de compétitivité du pays. En dépit de la poursuite de l'inflation jusqu'au mois de mars 1990, le gouvernement accélère et approfondit les mesures de dérégulation du marché des changes, de réduction du budget de l'État, d'assouplissement du marché du travail et de réduction du droit de grève. Sur ce dernier point, le 17 octobre 1990, un décret présidentiel limite le droit de grève des employés des services considérés comme « essentiels » par le gouvernement, tels que les transports, l'éducation et la santé, en les contraignant à assurer leurs fonctions, mesure adoptée quarante-cinq ans jour pour jour après la fondation du Parti justicialiste et qui souligne, si besoin est, le « virage copernicien » pris par ce gouvernement.

Ce virage copernicien donne naissance au concept d'« *economía popular de mercado* » qui, dans le corpus, apparaît comme le synonyme de « *capitalismo decente, humano, eficiente y competitivo* » (1^{er} mai 1990). Si tous les gouvernements se font les chantres d'un modèle et d'un projet de pays spécifiques, Carlos Menem occupe une place à part en ce qui concerne la multiplicité des créations sémantiques que l'on peut lui imputer. Cela nous amène à nous interroger sur le sens de ces créations, sur les lieux communs sur lesquels Menem s'est appuyé pour leur donner un sens, ou modifier leur sens préexistant, auprès de son auditoire. Ainsi, ces créations sémantiques passent par le rapprochement de deux réalités distinctes ou qui, en tout cas, ne sont que rarement associées. Dans la première, l'action de groupes engagés dans une redistribution plus équitable par le travail et la solidarité se voit transférée au rôle régulateur du marché, ce qui nous conduit à une modification de la signification du mot capitalisme dans un

sens mélioratif. Même s'il est vrai que, dans les faits, l'« économie populaire de marché » fait référence à « une rhétorique d'exaltation des principes contestés par le sens commun de la tradition péroniste » (NOVARO ; PALERMO, 1996, p. 140). Raison pour laquelle, probablement, Carlos Menem concède : « Los argentinos debemos sufrir de una sola vez – y les pido poco tiempo – para dejar de sufrir toda la vida, para ser felices y hacer una Patria grande, con un pueblo feliz » (8 juillet 1991). Mais, la souffrance supportée par les Argentins et infligée par ces mesures se voit minorée par l'emploi de mots à orientation émotionnelle positive et par leur inscription dans une durée limitée bien que non définie. Cet extrait peut être perçu comme un acte de foi de Menem qui place les Argentins dans le rôle de martyrs en vue de l'imposition d'un nouveau modèle qui apportera la prospérité « pour des siècles et des siècles ». Dans cet ordre d'idées, il justifie la politique de privatisation :

Cuando uno propone la privatización de las empresas del Estado, no lo hace para causar un daño a la soberanía argentina; es para terminar con [...] la soberanía del hambre y de la miseria. *¿Cómo yo les puedo pagar bien a los maestros, a los policías, a los médicos, cuando las empresas del Estado me daban el año pasado una pérdida de cuatro mil millones de dólares?* Si quieren que yo ponga en marcha una economía de abundancia, ¡por Dios! provéanme de los recursos. ¡Qué país haría yo con diez mil millones de dólares depositados en el Banco Central! Pero he recibido el Banco Central en rojo (22 mars 1990).

Cet extrait, prononcé dans un contexte de tensions sociales exacerbées par l'inflation galopante, donne à voir – ou veut donner à voir – une situation d'urgence décisionnelle. Il vise tout entier à construire une représentation qui légitime les actions passées et à venir. Par l'emploi d'une question rhétorique, Menem postule que l'auditoire a conscience que les privatisations sont nécessaires pour sortir le pays du cycle de décadence dans lequel il est plongé. Cette question rhétorique apparaît également comme « un défi porté aux contradicteurs potentiels » (PLANTIN, 2016, p. 431), permettant à Menem de désactiver les critiques éventuelles par la mise en exergue d'une communauté de valeurs partagées.

Le chemin pris par Menem amène Domingo Cavallo, pourtant ministre de l'Économie de son gouvernement, a déclaré : « Menem est en train de modifier tout ce que Perón a mis en œuvre depuis la Seconde Guerre mondiale » (*La Nación*, 11 février 1992), l'Argentine des années 1990 apparaissant comme le « bon élève du Consensus de Washington ».

3.2 Le « modèle K »

À l'inverse, le couple Kirchner met au centre de son énonciation l'idée de droits, d'inclusion de nouveaux droits, qui trouve son application concrète dans leur volonté de mettre en place un « capitalisme sérieux ». Cette formule, qui est le pendant de l'« économie populaire de marché » de Carlos Menem, est devenue l'emblème du projet de pays kirchnériste en termes de paradigme économique. Et ce modèle apparaît comme l'exact opposé de celui mis en discours et en acte pendant les années 1990, les Kirchner revendiquant la récupération de la véritable signification d'un ensemble de termes, tels que « capitalisme » et « État », donnant à voir une inversion de la croyance.

Nuestra estrategia para enfrentar y solucionar este problema debe ser la de construir en nuestro país un capitalismo en serio. Capitalismo con reglas claras en las que el Estado cumpla su rol con inteligencia, para regular, para controlar, para estar presente donde haga falta *mitigar los males que el mercado no repara*. Un Estado que *ponga equilibrio en la sociedad* y que *permita el normal funcionamiento del país* (1^{er} mars 2004).

L'inversion de la croyance passe ici par la définition du capitalisme qui doit être mis en œuvre dans le pays. Ainsi, le capitalisme, tel qu'il est caractérisé par Kirchner, n'est plus « décent, humain, efficace et compétitif », il devient « sérieux ». Cette équivalence sémantique s'apparente à une « définition persuasive » (PLANTIN, 2016, p. 148). Le capitalisme se voit défini par la fonction principale qui lui est octroyée par ce gouvernement : réparer les dommages causés par le marché. Cette association donne lieu à une seconde définition fonctionnelle : celle d'État qui est également investi d'une signification positive. Le marché et l'économie sont remplacés par l'État et la politique à qui sont attribués le rôle de réguler le marché et d'organiser la société. Et, pour ce faire, l'État redevient le promoteur de travaux publics en Argentine :

el Estado se incorporará urgentemente *como sujeto económico activo*, apuntando a la terminación de las *obras públicas inconclusas*, la generación de trabajo genuino y la fuerte inversión en nuevas obras. *No se tratará de obras faraónicas*, apuntaremos más a cubrir las necesidades de vivienda y de infraestructura en sectores críticos de la economía para mejorar la calidad de vida y a perfilar un país más competitivo, distribuyendo la inversión con criterio federal y desarrollando nuestro perfil productivo. Tenemos que volver a planificar y ejecutar obra pública en la Argentina, para *desmentir con hechos el discurso único del neoliberalismo* que las estigmatizó como gasto público improductivo (25 mai 2003).

C'est donc à un grand retour de l'État que nous assistons dans le « corpus Kirchner » et dans la société du début du XXI^e siècle, un État qui est réhabilité dans ses fonctions essentielles et qui est doté de valeurs mélioratives. À la régularisation et au contrôle des dépenses publiques succèdent la planification et l'exécution de travaux publics, et le retour du « nationalisme économique ». L'ensemble de cet extrait est porteur d'un contre-discours antagoniste qui vise à disqualifier le gouvernement de Menem, tout en justifiant le bien-fondé des mesures initiées par la nouvelle gestion. La centralité octroyée à la capacité régulatrice de l'État met en exergue la volonté politique de lui redonner un rôle primordial en ce qui concerne la promotion de l'inclusion et la réinstallation de la mobilité sociale ascendante. Cela amène ce gouvernement à multiplier les programmes à mettre en œuvre, en parallèle de la prise en compte de nouveaux droits.

Dans cet ordre d'idées, nous pouvons mentionner le Plan Fédéral de Santé (2004-2007) qui pose les bases d'une politique sanitaire à l'échelle du pays ou le plan intégral pour la promotion de l'emploi créé dès 2003 qui a l'objectif de transformer les programmes assistanciers en des politiques d'intégration sociale des chômeurs ; il se subdivise en un grand nombre de plans, comme le Plan « Jefes y Jefas de Hogar Desocupados », ou encore, à partir d'avril 2006, l'assurance formation et emploi en vue de l'actualisation des compétences de cette frange de la population. L'ensemble de ces plans cherche à classer la population en deux catégories : la première correspond à celle des « employables » qui dépendent du Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité Sociale et la seconde à celle des « inemployables » qui relèvent du Ministère du Développement Social, symbolisant un nouveau mode d'intervention de l'État centré sur la récupération du potentiel de la population. Il est donc manifeste que l'on assiste à une multiplication des politiques et des travaux publics dès les premiers mois de ce gouvernement, mais également à une nouvelle logique concernant la politique sociale.

C'est le cas par exemple du plan « Jefes y Jefas de Hogar Desocupados » déjà mentionné. S'il est vrai que ce plan n'est pas universel au sens strict, puisqu'il est conditionné au fait d'être sans activité, il se distingue cependant des mesures mises en œuvre dans la décennie précédente caractérisées par des actions focalisées sur les groupes les plus vulnérables de la société. C'est-à-dire que la crise de l'emploi était à cette époque considérée comme une crise conjoncturelle du marché de l'emploi, raison pour laquelle le gouvernement de Menem a mis en place des politiques de sauvetage focalisées en tous points opposés à une politique universelle. Si, dans le contexte de crise sociale de 2003, le gouvernement s'est plutôt attaché à en conjurer les effets désastreux par une politique ciblée sur les personnes les plus défavorisées, dès l'amélioration des principaux indicateurs sociaux à partir de 2004, la stratégie

du gouvernement a été de mettre l'accent sur des politiques visant à améliorer la qualité de l'emploi et des qualifications de l'ensemble de la population.

CFK part du constat que le gouvernement précédent a profondément modifié la société argentine et que sa fonction est désormais d'approfondir ces changements, les défis qui restent à relever correspondent, selon elle, à la mise en œuvre de politiques sociales à visée universaliste. On peut ici mentionner l'Assiguation Universelle par Enfant qui est une prestation sociale accordée aux chômeurs, aux personnes travaillant au noir ou gagnant moins que le salaire minimum, pour chaque enfant mineur ou handicapé. Cette politique publique, mise en place à partir de 2009, fait de la politique d'inclusion du gouvernement un véritable droit social, et non plus une allocation conditionnée. Ainsi, le modèle proposé par les Kirchner et promu à partir de 2003, que l'on peut dénommer néo-développementaliste, se base sur la récupération d'un rôle clé de l'État qui devient un acteur du développement par la création d'emplois, les investissements publics et la récupération de politiques sociales allant au-delà du simple assistancialisme. Ce profil de développement paraît donc relativement proche de celui mis en œuvre à partir de 1946 par Juan Perón, profil qui cherche à promouvoir une politique de ré-industrialisation et un modèle de développement avec inclusion, notamment par l'augmentation des infrastructures et des investissements publics.

Au regard des avancées en termes économiques et sociaux du projet de société promu par Néstor Kirchner, on peut déceler une évolution de ses discours dans un sens toujours plus techniciste. La justification des actions du gouvernement passe maintenant par l'énoncé de chiffres en tant que moyen de persuasion :

La participación de los asalariados en el PBI subió del 34,3 en 2003, al 38,6 a fines de 2005 y siguió mejorando en el 2006, estimándose que a fines de este año estaremos en el 41,1. Obviamente, todavía no estamos en el 50 por ciento de los grandes tiempos cuando conducía el país el general Perón, pero estamos en el 41 por ciento de la participación de los ingresos (1^{er} mars 2007).

Au sein de l'« arsenal argumentatif » (ANGENOT, 2012) en vigueur au début du XXI^e siècle, l'argumentation par les chiffres acquiert une place centrale et permet à Kirchner de procurer une aura de scientificité à ses dires. Dans cet extrait, la justification par les faits – faits chiffrés – se double d'une référence à Perón qui permet d'inscrire le gouvernement de Kirchner dans la continuité du péronisme historique. CFK approfondit ce biais techniciste, son argumentation s'appuie sur une grande quantité de chiffres accentuant la vision d'experte et de technocrate qui lui est attachée :

Cuando Kirchner llegó al gobierno en el año 2003 había apenas 8.000 millones de dólares en el Banco Central. Hoy tenemos 48 mil millones [...]. Por esto podemos pagar la Asignación Universal también. Por eso, con mucha fe, con mucho optimismo, con mucha alegría por venir a ver estas 60 cooperativas con 1.560 trabajadores aquí, por la asignación, por los jubilados, más de 2 millones que se siguen incorporando, por la movilidad jubilatoria, por el desendeudamiento de los argentinos, por la Argentina (8 janvier 2010).

« Gouverner désormais, c'est dénombrer, mesurer, chiffrer et quantifier » (ANGENOT, 2013, p. 144). L'argument statistique s'est donc transformé en outil de gouvernement soulignant le pouvoir de l'État par la présentation de la preuve des avancées obtenues, et ce en dépit de l'apparition de scandales publics sur une manipulation des chiffres officiels à partir de l'année 2006.

Le modèle et le projet de pays mis en discours et en acte par le couple Kirchner donne clairement à voir la volonté de récupérer l'Argentine « *par et pour* les Argentins. En cela, [leur] discours est bel et bien nationaliste, non pas dans le sens exclusif ou organiciste, mais dans une perspective de *ré-appropriation* » (ARMONY, 2006, p. 133).

EN GUISE DE CONCLUSION

Au terme de cet article, nous pouvons avancer que la thématique de la justice sociale est au centre des discours de Carlos Menem, Néstor Kirchner et CFK. Cependant, les travailleurs, principaux bénéficiaires de cette justice sociale, recouvrent des sens fort divergents. Dans le contexte des années 1990, les travailleurs sont compris non plus comme les déshérités que le gouvernement doit secourir mais comme des hommes qui doivent travailler à la recherche de leur épanouissement personnel. On assiste à une progressive « déresponsabilisation » de l'État et à une « individualisation » des trajectoires. Dans ce nouveau schéma, l'idée que la société est inégale par nature, que cela s'inscrit dans l'ordre des choses s'installe dans le pays, ce qui amène Menem à affirmer : « des pauvres, il y en a toujours eu ». Au contraire, pour les Kirchner, le peuple s'incarne dans des valeurs et dans des acteurs spécifiques qui sont présents tant au niveau discursif que dans la vie politique du pays, c'est-à-dire que le peuple correspond tant au peuple « classique » du péronisme historique qu'à un ensemble de nouveaux destinataires, porteurs de nouvelles demandes, en l'occurrence, des demandes de justice et de lutte contre les inégalités.

Carlos Menem et le couple Kirchner ont instauré de nouveaux projets de pays, en termes de paradigme économique, à partir de leurs accessions au pouvoir en 1989 et en 2003 respectivement. Leur analyse comparée révèle les valeurs fondamentales sur lesquelles ils se sont appuyés pour ériger un pays différent. Menem a voulu refonder la société argentine par la

mise en place d'un « virage copernicien », revitalisant le marché dans son rôle de régulateur de l'économie au détriment de la place de l'État. Au contraire, le « modèle K » a cherché à « réparer » les maux causés par les gouvernements précédents et à rétablir l'État dans son rôle de régulateur de l'économie et de promoteur de l'inclusion sociale. L'étude du paradigme économique promu par Menem et les Kirchner dresse un portrait de l'Argentine des années 1990 et de la première décennie du XXI^e siècle selon des antagonismes fondateurs : au modèle d'« une économie populaire de marché », « de l'État inefficace et corrompu » correspond « un gouvernement national et populaire », « un État productif et redistributif ». La « main invisible », le marché autorégulateur comme promoteur du bien-être individuel et du bien commun se voient remplacés par l'État comme garant des valeurs d'égalité et de justice sociale. Ces mandatures peuvent donc se lire comme le produit de l'affaiblissement du clivage politique péronisme / anti-péronisme dans l'Argentine contemporaine, qu'ils ont transformé en celui plus classique de droite / gauche.

Recebido em: maio de 2017
Aprovado em: junho de 2017
morgandonot@yahoo.fr

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

ABOY CARLÉS, G. ; SEMÁN, P. Repositionnement et distance du populisme dans le discours de Néstor Kirchner. In: CORTEN, A. (Org.). *Les frontières du politique en Amérique Latine. Imaginaires et émancipation*. Paris: Karthala, 2006. p. 185-202.

ANGENOT, M. *La parole pamphlétaire*. Typologie des discours modernes. Paris: Payot, 1995 [1982].

ANGENOT, M. La notion d'arsenal argumentatif : l'inventivité rhétorique dans l'histoire. In : FRYDMAN, B. ; MEYER, M. (Org.). *Chaim Perelman (1912-2012)*. De la nouvelle rhétorique à la logique juridique. Paris : PUF, 2012. p. 39-68.

ANGENOT, M. *Rhétorique de la confiance et de l'autorité*. Montréal : Université McGill, Discours social, 2013.

ARMONY, V. L'analyse lexicométrique du discours politique. Une porte d'entrée pour étudier les signifiants sociaux. In : CORTEN, A. (Org.). *Les frontières du politique en Amérique latine : imaginaires et émancipation*. Paris : Karthala, 2006. p. 117-137.

BARROS, S. Notas sobre los orígenes del discurso kirchnerista. In: BALSÀ, J. (Org.). *Discurso, política y acumulación en el kirchnerismo*. Buenos Aires: CCC-UNQ, 2013. p. 31-45.

DAGATTI, M. Contribuciones para una cartografía discursiva del primer kirchnerismo. In: BALSA, J. (Org.). *Discurso, política y acumulación en el kirchnerismo*. Buenos Aires: CCC-UNQ, 2013. p. 75-98.

NOVARO, M.; PALERMO, V. *Política y poder en el gobierno de Menem*. Buenos Aires: Norma, 1996.

PLANTIN, C. *Dictionnaire de l'argumentation*. Une introduction aux études d'argumentation. Lyon: ENS Éditions, 2016. Collection « Langages ».